

Pouvoir d'emprunt—Loi

Par ce bill, le gouvernement demande l'autorisation d'emprunter 12 milliards de dollars pour l'année financière 1980-1981. Il demande aussi l'autorisation d'emprunter en devises. Nous avons également interrogé le gouvernement sur ce point et avons reçu toutes sortes de réponses.

Comme on peut le constater à la page 1478 du *hansard* du 27 mai, le ministre a dit de l'article 2 du bill, que nous débattions alors en deuxième lecture:

Cette disposition, celle que j'ai signalée, confirmera que le gouvernement est autorisé à faire des emprunts et des remboursements en monnaie autre que canadienne.

J'y vois un indice que le gouvernement veut emprunter en devises. Quand nous avons posé la question au comité, on nous a répondu qu'il n'en était rien, qu'il ne s'agissait que du fonds des changes.

Je voudrais maintenant parler du mini-budget que le ministre des Finances a présenté, monsieur l'Orateur. Ce n'est pas de là que découle ces emprunts. Quand le ministre a présenté son mini-budget le 21 avril, il nous a dit que cette année les recettes, qui étaient de 40 milliards de dollars, augmenteraient de 12.5 p. 100 à 45 milliards de dollars environ et que le total des dépenses, qui était de 53.1 milliards, augmenterait de plus de 13 p. 100 à 60.4 milliards.

Pourquoi le gouvernement dépense-t-il plus d'argent qu'il n'en reçoit, monsieur l'Orateur? Pourquoi doit-il emprunter? Est-ce à cause de l'onéreux service de la dette? A l'heure actuelle, 20c. de chaque dollar va au service de la dette. Je ne vois pas pourquoi nous ne pouvons pas payer au fur et à mesure. Est-ce à cause de la consommation accrue de pétrole ou des indemnités pétrolières qui atteignent maintenant 3 milliards et demi ou 4 milliards, soit 1 milliard et demi de plus que l'an dernier? Et nous ignorons encore quel sera le coût, car aucun accord sur le pétrole n'est intervenu.

Le déficit dont le ministre a parlé et qui est lié au projet de loi sur le pouvoir d'emprunt est passé de 11.4 milliards de dollars l'an dernier à 14.2 milliards cette année. Le ministre a déclaré récemment à la Chambre que le déficit pourrait être encore plus élevé. C'est dire qu'il n'en est plus certain.

Le gouvernement doit-il vraiment emprunter la somme de 12 milliards? Examinons les faits, monsieur l'Orateur. Au 1^{er} avril 1980, des emprunts inutilisés d'environ 2.9 milliards étaient disponibles. D'après le personnel du ministère des Finances, il restait environ 90 millions le 1^{er} juillet. Cela signifie que dans la période de trois mois qui s'est écoulée entre avril et juillet, le gouvernement a dépensé environ 1 milliard par mois ou 33 millions par jour, ce qui est plus que les recettes encaissées.

Pourquoi, monsieur l'Orateur, le gouvernement n'a-t-il pas présenté de budget? Il dépense 25 p. 100 de plus que ce qu'il encaisse. Assurément, la population a le droit de prendre connaissance d'un budget et la Chambre devrait certes être en mesure de l'examiner. On nous dit maintenant qu'un budget pourrait être déposé à l'automne. Mais quand est-ce l'automne? A Resolute Bay, l'automne commence au mois d'août; le gouvernement va-t-il déposer un budget au mois d'août? A Victoria, il n'y a pas d'automne, il n'y a que le printemps et l'été. Tous ceux qui y ont habité vous le diront.

Nous ne savons pas quand le budget sera déposé, monsieur l'Orateur. Nous l'avons souvent demandé au gouvernement, mais tout ce qu'il nous a dit, c'est qu'il pourrait en déposer un

cet automne. Nous lui avons demandé de nous donner une date, mais il a refusé de prendre cet engagement.

M. Kaplan: Et quand vous êtes-vous engagés à quoi que ce soit envers l'opposition?

M. Wright: Aucun des ministres ne veut s'engager à quoi que ce soit. Tout ce qu'ils peuvent dire, c'est «peut-être» ou encore «nous essaierons». Est-ce parce qu'ils veulent se donner le temps de tout débattre?

M. Kaplan: Et vous autres, qu'avez-vous fait de mieux?

M. Wright: Pendant la séance du comité des finances, le personnel du ministère a examiné certains aspects des emprunts du gouvernement, et je voudrais en parler brièvement. On nous a dit que la population était prête à permettre au gouvernement d'emprunter 1 milliard et demi de dollars n'importe quand. On nous dit que le gouvernement trouve normal de faire appel au marché environ huit fois par an, ce qui ne leur donne aucune marge de manœuvre, mais va porter le montant des emprunts à 12 milliards de dollars, un bien beau chiffre, monsieur l'Orateur!

Pourquoi le ministre se retient-il? A-t-il peur de présenter un budget maintenant parce que les recettes vont baisser? Il nous a dit que cette année, la croissance économique dans notre pays serait nulle, mais certains économistes prévoient une chute de 4 p. 100 et nous savons quelles conséquences un tel phénomène va avoir sur les recettes. Le ministre a déjà laissé entendre que les dépenses pourraient être plus élevées que prévu. C'est pourquoi il ne veut pas présenter son budget et c'est aussi pourquoi il nous dit que nous l'aurons «peut-être» cet automne. Peut-être bien que non! Peut-être le gouvernement va-t-il dépenser cet argent puis demander à en emprunter davantage.

Que va-t-il faire de cet argent, monsieur l'Orateur? Ils ne veulent pas nous le dire. On a accusé le gouvernement de pratiquer la politique de l'assiette au beurre. Est-ce là que l'argent va? Va-t-il s'en servir pour changer le site d'une usine d'uranium? Va-t-il servir pour payer les frais de déménagement de bureaux à Charlottetown pour plaire à ses partisans? Est-ce possible que cet argent serve à financer les frais de déplacement des députés qui sont jumelés avec leurs collègues d'Alberta lorsqu'ils sont envoyés en mission dans cette province? Je l'ignore. Le ministre des Finances ne veut pas répondre à ces questions. Peut-être bien que cet argent servira à ces fins. Nous serions très heureux de recevoir la visite d'autres députés en Alberta, mais pas en mission officielle. Ils ne représentent pas cette région.

● (2110)

Le ministre des Finances retarde-t-il le budget parce qu'il n'y a pas d'accord sur le pétrole avec l'Alberta? Il y a fait allusion, mais ce n'est pas une raison. Ce n'est pas le ministre des Finances qui est à blâmer pour cela, c'est le ministre de l'Énergie qui ne veut pas conclure d'accord. Le député de Vegreville (M. Mazankowski) a parlé de ce problème et a mentionné jusqu'à quel point l'Alberta a payé ou a renoncé à des sommes importantes au cours des années.

Je voudrais maintenant parler de la situation d'une autre partie du Canada au début du siècle. Je veux parler des Maritimes. A cette époque, les Maritimes étaient prospères. Ce n'est pas seulement l'Alberta aujourd'hui. Dans les années 1900, les Maritimes avaient d'importantes quantités de foin